

Unité départementale du Rhône
5 Place Jules Ferry
69006 Lyon

Lyon, le 28/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/04/2026

Contexte et constats

Publié sur 

APPIA LIANTS EMULSIONS

3 rue Hrant Dink
69002 Lyon

Références : UD-R-CTESSP-26-191-CB
Code AIOT : 0006103954

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/04/2026 dans l'établissement APPIA LIANTS EMULSIONS implanté 8 RUE DU DAUPHINE CS74005 69960 Corbas. L'inspection a été annoncée le 19/03/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- APPIA LIANTS EMULSIONS
- 8 RUE DU DAUPHINE CS74005 69960 Corbas
- Code AIOT : 0006103954
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Créé dans les années 1970 par la société GERLAND Routes, le site objet de l'inspection est exploité

depuis 2001 par la société APPIA LIANTS EMULSIONS (ALE) rattachée au groupe EIFFAGE. La société est spécialisée dans la fabrication et le stockage de matières bitumineuses (bétons bitumineux, liants et émulsions) essentiellement utilisés en technique routière.

En 2006, l'activité de fabrication du site de Corbas a été transférée sur le site de Collonges-au-Mont-d'Or. Le site de Corbas est depuis un dépôt et bénéficie d'une autorisation au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement délivrée par le préfet du Rhône le 14/10/1987 et modifiée en dernier lieu le 28/11/2017.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Eau de surface
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 14/10/1987, article 6	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	4 mois
2	Contrôle de la qualité des effluents rejetés	AP Complémentaire du 01/03/2016, article 3	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
5	Formation du personnel	Arrêté Préfectoral du 14/10/1987, article 2 point 6.1.7	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
6	Localisation des risques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	Demande d'action corrective	3 mois
7	État des stocks des produits	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Point 3.5 annexe I	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
8	Gestion des déchets	Arrêté Ministériel du 21/12/2021, article 2	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Vérification du matériel d'alimentation électrique	Arrêté Préfectoral du 14/10/1987, article 2 point 6.1.5	Sans objet
4	Détection de gaz	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Point 2.16 annexe I	Sans objet
9	Déclaration annuelle GERE	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette visite a permis de relever des non-conformités pour lesquelles des actions correctives et/ou justificatifs de mise en conformité devront être mises en place et/ou transmis dans les délais fixés dans le présent rapport.

Ces non-conformités sont notamment relatives à la régularisation de la situation administrative, au contrôle de la qualité des effluents rejetés, à l'entretien du matériel d'alimentation électrique, à la formation du personnel, à la localisation des risques, à l'état des stocks des produits et à la gestion des déchets.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/10/1987, article 6
Thème(s) : Situation administrative, Modifications apportées aux installations
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet, commissaire de la République, avec tous les éléments d'appréciation.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la présente visite, l'Inspection constate la suppression des cuves initialement présentes sur les parcs n°1 et n°2 du site. L'exploitant indique que ces équipements ont été démantelés au début de l'année 2026 mais n'a donné aucune indication en séance sur la mise en sécurité et la réhabilitation du site. La quantité de matières stockées, initialement de 1 730 tonnes, est désormais estimée par l'exploitant à 80 tonnes.</p> <p>Cette réduction des activités entraîne le classement du site, précédemment soumis au régime de l'autorisation, sous le régime de la déclaration au titre de la rubrique 4801. Le site est également soumis à déclaration avec contrôle périodique au titre de la rubrique 2910.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit déposer, sous 4 mois, un dossier visant à porter à la connaissance de la préfète du Rhône les réductions d'activités constatées lors de la présente visite. Ce dossier précisera notamment les mesures de mise en sécurité et les modalités de réhabilitation des parcs n°1 et n°2 envisagées par l'exploitant.</p> <p>Compte tenu de cette évolution, le site relève désormais du régime de la déclaration. À ce titre, l'inspection rappelle que l'exploitant devra mettre en place un contrôle périodique de son installation au titre de la rubrique 2910 conformément à l'article R.512-58 du code de l'environnement.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 4 mois

N° 2 : Contrôle de la qualité des effluents rejetés**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 01/03/2016, article 3**Thème(s) :** Risques chroniques, Pollution de l'eau**Prescription contrôlée :**Article 3 arrêté préfectoral du 01/03/2016 :

Le tableau du point 4.3 de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 14 octobre 1987 modifié est remplacé par le tableau suivant :

Paramètres	Concentration maximale (mg/l)	Flux maximal (kg/j)
pH	5,5 à 8,5	-
Température	30°C	-
MEST	600 mg/l	6 kg/j
DCO	1500	15 kg/j
DBO ₅	500	5 kg/j
Azote global	150	1,5 kg/j
Phosphore total	50	0,5 kg/j
Hydrocarbures totaux	10	0,1 kg/j

Point 4.4 article 2 arrêté préfectoral du 14/10/1987 :

Le rejet aura un débit inférieur en toutes circonstances aux valeurs ci-dessous :

- débit moyen sur 2 heures consécutives : 2 m³/h ;
- débit moyen journalier : 15 m³/j.

Point 4.5 article 2 arrêté préfectoral du 14/10/1987 :

L'exploitant est tenu de faire procéder une fois par an par un organisme dont le choix sera soumis à l'approbation de l'inspecteur des installations classées s'il n'est pas agréé à cet effet, au contrôle des prescriptions prévues aux points 4.3 et 4.4 ci-dessus.

Constats :

Lors de la présente visite, l'exploitant n'est pas en mesure de présenter les résultats des analyses annuelles de ses rejets aqueux.

Il indique que les prélèvements sont réalisés par la société SOCOTEC, les analyses effectuées par EUROFINS, et la transmission des résultats assurée par la société SARP.

L'exploitant précise avoir reçu, en mars 2026, des résultats d'analyses transmis par SARP. Toutefois, il indique que les prélèvements réalisés par SOCOTEC ont été effectués sur un point de

<p>rejet ne correspondant pas à celui de son installation, rendant ces résultats inexploitable.</p> <p>L'exploitant informe l'Inspection avoir programmé un nouveau prélèvement sur une durée de 24 heures, prévu du 23 au 24 avril 2026.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit fournir, sous 3 mois, les résultats des analyses des rejets aqueux de son site programmées du 23 au 24 avril 2026.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 3 : Vérification du matériel d'alimentation électrique

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/10/1987, article 2 point 6.1.5</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Alimentation électrique</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Point 6.1.5 article 2 :</u> L'installation électrique et le matériel électrique seront appropriés aux risques inhérents aux activités exercées. Les installations ou appareillages conditionnant la sécurité devront pouvoir être maintenus en service ou mis en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation électrique normale. L'alimentation électrique des matériels ne concourant pas à la sécurité dans l'usine de fabrication des produits bitumeux, sera coupée en dehors des heures d'exploitation.</p> <p><u>Point 6.1.6 article 2 :</u> L'état du matériel électrique (...) font l'objet de vérifications périodiques par un technicien compétent.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la présente visite, l'exploitant transmet à l'Inspection le dernier rapport de vérification des installations électriques du site réalisé par l'organisme BUREAU VÉRITAS, en date du 22 avril 2025. Ce document met en évidence de nombreuses non-conformités, parmi lesquelles :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'absence de test de mise hors tension du site permettant d'évaluer les mesures nécessaires à la sécurité des personnes (constat 1) ; • l'absence de protection des conducteurs neutres au niveau de l'armoire bureaux (constat 2) ; • une identification défaillante des circuits de l'armoire 3 (constat 3) ; • l'absence de protection des pièces nues sous tension dans l'armoire 3 (constat 4) ; • une identification défaillante des circuits de l'armoire 1 (constat 5) ; • une fixation insuffisante des câbles dans l'armoire 1 (constat 6) ; • l'absence de capot de protection sur les prises de courant monophasées au niveau du conditionnement Micalfat (constat 7) ; • la présence, au niveau de l'atelier TGBT, d'un câble de 35 mm² non protégé

- individuellement et raccordé à un disjoncteur alimentant plusieurs circuits (constat 8) ;
- un défaut d'isolement de l'installation (constat 9).

L'exploitant indique que l'armoire 1 a été démantelée, et que les observations faites lors de la vérification électrique du site à ce sujet (constat 3) n'ont plus lieu d'être.

L'exploitant indique avoir mis en place un nouveau local TGBT, qui permet de réaliser la coupure complète du site (constat 1). Suite à ces travaux, la protection individuelle du câble de 35 mm² (constat 6), ainsi que la remédiation au défaut d'isolement de l'installation (constat 9), devrait être assurée.

Enfin, l'exploitant précise qu'un nouveau contrôle des installations électriques est prévu fin avril avec BUREAU VÉRITAS.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant tient à disposition de l'inspection des installations classées le rapport de vérification électrique réalisé par BUREAU VÉRITAS en avril 2026.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Détection de gaz

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Point 2.16 annexe I

Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie

Prescription contrôlée :

Un dispositif de détection de gaz, déclenchant, selon une procédure préétablie, une alarme en cas de dépassement des seuils de danger, est mis en place dans les installations utilisant un combustible gazeux, exploitées sans surveillance permanente ou bien implantées en sous-sol. Ce dispositif coupe l'arrivée du combustible et interrompt l'alimentation électrique, à l'exception de l'alimentation des matériels et des équipements destinés à fonctionner en atmosphère explosive, de l'alimentation en très basse tension et de l'éclairage de secours, sans que cette manœuvre puisse provoquer d'arc ou d'étincelle pouvant déclencher une explosion. Un dispositif de détection d'incendie équipe les installations implantées en sous-sol.

L'emplacement des détecteurs est déterminé par l'exploitant en fonction des risques de fuite et d'incendie. Leur situation est repérée sur un plan. Ils sont contrôlés régulièrement et les résultats de ces contrôles sont consignés par écrit. La fiabilité des détecteurs est adaptée aux exigences du point 2.12 de la présente annexe. Des étalonnages sont régulièrement effectués.

Constats :

Lors de la présente visite, l'Inspection constate que les locaux abritant les chaudières sont équipés de trois têtes de détection gaz.

L'exploitant indique que le système de détection gaz est contrôlé tous les ans. Le dernier contrôle, en date du 24 février 2026, ne mentionne pas de défauts particuliers. L'étalonnage a été réalisé correctement.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Formation du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/10/1987, article 2 point 6.1.7
Thème(s) : Autre, Formation du personnel
Prescription contrôlée : Le responsable de l'établissement veillera à la formation sécurité de son personnel et à la constitution, si besoin, d'équipes d'intervention. Une formation particulière sera assurée pour le personnel affecté à la conduite ou à la surveillance d'installations qui sont susceptibles, en cas d'incident, de porter atteinte à la sécurité des personnes ou à l'environnement (par exemple, manipulation de liquides inflammables ou de produits toxiques).
Constats : Lors de la présente visite, l'exploitant indique qu'un seul salarié permanent est présent sur le site, assisté de deux intérimaires. L'exploitant précise que ce salarié a bénéficié de diverses formations au cours des années 2025 et 2026, notamment les conduites à tenir en cas d'incendie, et en cas de déversement de produits toxiques. Toutefois, aucun justificatif de ces formations n'a été présenté à l'Inspection.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit fournir, sous 3 mois, les attestations de formation relatives au risque incendie, aux fuites et aux déversements de produits toxiques, suivies par le salarié permanent ainsi que par les deux intérimaires présents sur le site.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Localisation des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48
Thème(s) : Risques accidentels, Connaissance des risques
Prescription contrôlée : Localisation des risques. L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée. Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour. La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes sont incluses dans les plans de secours s'ils existent.
Constats :

<p>Lors de la présente visite, l'exploitant transmet à l'Inspection un plan général du site. Il indique que les zones d'implantation des cuves sont susceptibles de présenter un risque d'incendie, et précise qu'aucune zone ne présente de risque d'explosion. Toutefois, le plan transmis ne fait apparaître aucune zone identifiée comme présentant un risque particulier d'incendie. De plus, ce document mentionne des cuves désormais démantelées.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant actualise, sous 3 mois, le plan du site en indiquant les zones susceptibles d'être à l'origine d'un incendie ou d'un risque toxique. Ce plan est tenu à disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 7 : État des stocks des produits

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article Point 3.5 annexe I</p>
<p>Thème(s) : Autre, État des stocks</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus et de combustibles consommés, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.</p> <p>Objet du contrôle :</p> <ul style="list-style-type: none"> - présence de l'état des stocks (la nature et la quantité) de produits dangereux ; - présence de l'état (la nature et la quantité) des combustibles consommés ; - conformité des stocks de produits dangereux présents le jour du contrôle à l'état des stocks ; - adéquation entre la nature du combustible déclaré et le combustible utilisé le jour du contrôle ; - présence du plan général des stockages : absence de matières dangereuses non nécessaires à l'exploitation à l'intérieur des locaux abritant des appareils de combustion.
<p>Constats :</p> <p>Lors de la présente visite, l'exploitant indique tenir à jour un état des stocks, actualisé mensuellement, via le logiciel PAVE.</p> <p>L'Inspection constate que cet état mentionne la nature et la quantité des produits dangereux détenus, sans toutefois préciser, pour chacun d'eux, les classes de danger. Par ailleurs, aucun plan général des zones de stockage n'est annexé à ce document.</p> <p>Enfin, l'exploitant ne dispose pas de dispositif permettant de tenir cet état des stocks à la disposition des services d'incendie et de secours.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit fournir, sous trois mois, un état des stocks du site à jour, incluant les classes de danger de chaque produit.</p>

L'exploitant doit fournir, sous trois mois, les éléments attestant de la mise en place d'un dispositif permettant de tenir cet état à la disposition des services d'incendie et de secours.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Gestion des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 21/12/2021, article 2
Thème(s) : Autre, Gestion des déchets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. Les données enregistrées dans le traitement prévu à l'article 1er sont celles listées par la section 1 de l'arrêté du 31 mai 2021 susvisé. Les données à caractère personnel enregistrées dans le traitement prévu à l'article 1er transmises au registre national des déchets sont les suivantes :</p> <p>1° Lorsque le producteur, détenteur, transporteur, collecteur, courtier ou négociant du déchet n'est pas une personne morale, ses nom et prénom ;</p> <p>2° La raison sociale des entreprises individuelles lorsqu'elle comporte un nom ou prénom ;</p> <p>3° Lorsqu'elle se rapporte à l'une des données mentionnées au 1° ou au 2° :</p> <p>a) L'adresse de l'établissement expéditeur de déchet ;</p> <p>b) L'adresse de la prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur de déchet ;</p> <p>c) L'adresse du producteur initial de déchets ;</p> <p>d) L'adresse du ou des transporteurs de déchets ;</p> <p>e) L'adresse de la prise en charge des déchets lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de sortie de l'établissement ;</p> <p>f) L'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ;</p> <p>g) L'adresse de la personne remettant les déchets au transporteur ou collecteur ;</p> <p>h) L'adresse de la prise en charge lorsque celle-ci se distingue de celle de l'adresse de la personne remettant les déchets au transporteur ou collecteur ;</p> <p>i) L'adresse de la personne auprès de laquelle le déchet a été acquis ou pris en charge ;</p> <p>j) L'adresse de la personne qui a pris possession de ces substances ou objet ayant cessé d'être des déchets ;</p> <p>4° Le numéro d'immatriculation du ou des véhicules transportant le déchet ;</p> <p>II. Les données à caractère personnel enregistrées dans le traitement prévu à l'article 1er pour s'y authentifier afin de transmettre des informations au registre national des déchets sont les suivantes :</p> <p>Les nom, prénom, fonction, adresse de messagerie électronique et numéro de téléphone de l'utilisateur déclarant les informations au registre national des déchets.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la présente visite, l'Inspection constate que l'exploitant a renseigné, sous l'application Vigie Déchets, les informations relatives à la gestion des déchets dangereux sortants de son site. Toutefois, l'Inspection constate que le bordereau de déchets dangereux en date du 5 décembre 2025 ne comporte pas les informations relatives à l'installation de destination des déchets. Par ailleurs, depuis le 1er janvier 2026, six bordereaux de suivi de déchets dangereux sortants ont été enregistrés dans Vigie Déchets. L'exploitant indique que le démantèlement d'une partie des</p>

cuves a généré d'importantes quantités de déchets dangereux, évacués hors site. Ces bordereaux ne mentionnent pas non plus la destination prévue des déchets.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit renseigner sur Vigie Déchets, sous 3 mois, les informations relatives à la destination des déchets dangereux sortants de son site.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Déclaration annuelle GERP

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4
Thème(s) : Autre, Déclaration annuelle GERP
Prescription contrôlée : I.-L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les données ci-après : -les émissions chroniques et accidentelles de l'établissement, à caractère régulier ou non, canalisées ou diffuses dans l'air et dans l'eau de tout polluant indiqué à l'annexe II du présent arrêté dès lors qu'elles dépassent les seuils fixés dans cette même annexe, en distinguant la part éventuelle de rejet ou de transfert de polluant résultant de l'accident ; -les émissions chroniques et accidentelles de l'établissement dans le sol de tout polluant indiqué à l'annexe II du présent arrêté, provenant de déchets soumis aux opérations de " traitement en milieu terrestre " ou d'" injection en profondeur " énumérées à l'annexe I, de la directive 2008/98/CE du 19 novembre 2008 relative aux déchets ; -les volumes d'eau consommée ou prélevée dès lors que le volume provenant d'un réseau d'adduction est supérieur à 50 000 m ³ / an ou que le volume prélevé dans le milieu naturel est supérieur à 7 000 m ³ / an ; -les volumes d'eau rejetée, le nom, la nature du milieu récepteur dès lors que le volume de prélèvement total est supérieur à 50 000 m ³ / an ou que l'exploitant déclare au moins une émission dans l'eau au titre du premier tiret du présent article ; -la chaleur rejetée (par mégathermie) dès lors que celle-ci est supérieure à 100 Mth/ an pour les rejets en mer et 10 Mth/ an pour les rejets en rivière pour la période allant du 1er avril au 31 décembre ; -les rejets et transferts hors du site provenant de mesures de réhabilitation. Tout exploitant qui a déclaré pour une année donnée, en application des alinéas précédents, une émission d'un polluant supérieure au seuil fixé pour ce polluant, déclare la quantité émise de ce polluant pour l'année suivante même si elle est inférieure aux seuils. II.-L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre chargé des installations classées : II.-L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre chargé des installations classées : -les quantités de déchets dangereux générés ou expédiés par l'établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieure 2 t/ an. L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre chargé des installations classées :

<p>-les quantités de déchets non dangereux générés par l'établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieure à 2 000 t/ an.</p> <p>Cette déclaration comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> -la nature du déchet (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'annexe de la décision 2000/532/ CE dans sa version modifiée par la décision 2014/955/ UE susvisée) ; -la quantité par nature du déchet ; -le nom et l'adresse de l'entreprise vers laquelle le déchet est expédié ; -le mode de valorisation ou d'élimination réalisé par la société susmentionnée, selon les codes spécifiques de l'annexe IV. <p>(...)</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la présente visite, l'Inspection constate que l'exploitant a déclaré, dans l'application GEREP, la quantité de déchets dangereux expédiés par l'établissement pour l'année 2025. La quantité renseignée (5,6 tonnes) est cohérente avec celle déclarée dans l'application Vigie Déchets.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>